



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 26/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EST ARGENT

Parc d'activités
BP 22

88470 Saint-Michel-Sur-Meurthe

Références : S-24-928RP

Code AIOT : 0006202478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2024 dans l'établissement EST ARGENT implanté Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe. L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale 2024 « rétention et confinement des eaux d'extinction ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST ARGENT
- Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe
- Code AIOT : 0006202478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EST ARGENT exploite à Saint-Michel-sur-Meurthe des installations de collecte/transit/regroupement de déchets non dangereux et dangereux ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 modifié pour les rubriques 2718, 2790, 2713 et 2714 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et par arrêté préfectoral modificatif n° 1991/2014 du 13 août 2014 pour les rubriques 3510 et 3550.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents présentés mettent en évidence un point de contrôles non conforme.

Il est attendu de l'exploitant de transmettre les justificatifs attendus dans le but d'une mise en conformité qui sera re-contrôlée par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols est associé à une rétention.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que les 3 halls autorisés à stocker en transit /regroupement les déchets dangereux sont sur rétentions de 30 m³ pour le Hall 1, de 39 m³ pour le Hall 2 et de 70 m³ pour le Hall 3. Ce qui correspond au document de « plan de gestion des situations d'urgence » transmis par l'exploitant.</p> <p>La cour, où aucun déchet n'est stocké, est également sur rétention de plus de 30 m3.</p> <p>De plus, à l'intérieur des Halls, certains stockages temporaires sont sur rétention individuelle.</p> <p>L'inspection s'interroge tout de même sur le réel volume de rétention annoncé :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour le Hall 1. Le volume de la rétention calculé approximativement sur place semble correspondre plutôt à moins de 1 m³ (12 mètres de long x 20 cm de large et 40 cm de profond) ;• pour le Hall 2. Le volume de la rétention calculé approximativement sur place semble correspondre plutôt à moins de 5 m³ (40 mètres de long x 40 cm de large et 30 cm de profond).• pour le Hall 3. Le volume de la rétention calculé approximativement sur place semble correspondre plutôt à moins de 36 m³ (45 mètres de long x 40 cm de large et 1 m de profond x 2 rétentions).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande la confirmation du volume de rétention du Hall 1, 2 et 3.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. [...]
Constats : Les rétentions sont des caniveaux en béton, visuellement leur état ne révèle pas de défaut d'étanchéité décelable. L'exploitant indique que la vérification visuelle de l'état des rétentions est réalisée régulièrement mais aucune traçabilité n'est réalisée. L'exploitant indique que le nettoyage des rétentions est fait en tant que besoin mais aucune traçabilité n'en est faite. De plus, aucune fréquence de nettoyage n'est définie par l'exploitant. Enfin, la vanne d'isolement des eaux d'extinctions d'incendie vers le milieu naturel est bien manipulée régulièrement et cette vérification est enregistrée dans une chek-list de maintenance/surveillance des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Après échange avec l'exploitant, celui-ci va définir une fréquence de vérification des niveaux de remplissage des rétentions ainsi que de nettoyage des rétentions. L'exploitant va mettre en place une procédure pour ses actions ainsi qu'un registre pour y inscrire la réalisation de ces opérations de maintenance/vérification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Actuellement, les zones de stockage temporaire des déchets dangereux ne sont pas identifiées par nature de produits et ne permettent pas de s'assurer que des produits incompatibles sont entreposés sur une même rétention. Néanmoins, l'inspection n'a pas constaté le jour de la visite d'inspection d'entreposage de produits incompatibles sur une même rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informe l'inspection que des panneaux d'affichage permettant d'identifier les natures de produits (base, acide, ...) à respecter sur chaque zone de rétention sont commandés et seront apposées très prochainement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé. Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 02 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. [...]
Constats : Le site est existant puisque autorisé par arrêté d'autorisation d'exploiter du 13 janvier 2000. L'application de cet article est donc soumise à condition. La société Est Argent à Saint-Michel sur Meurthe ne remplit pas les conditions particulières visées à l'article 26 susvisé et n'est donc pas soumis à l'obligation de réalisation d'un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un état des matières stockées, mis à jour quotidiennement.</p> <p>Les fiches de données sécurité correspondantes aux produits réceptionnés ont été présentées à l'inspection, par sondage. Elles sont facilement accessibles et communicables.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; <p>[...]</p>
Constats : <p>Les consignes de sécurité répondant aux prescriptions ci-dessus ont été présentées à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite